

Fourniture de matériels informatiques et prestations associées pour les Caisses Primaires d'Assurance Maladie de la région Nouvelle Aquitaine

POUVOIR ADJUDICATEUR

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde
130 Allée de Boutaut – 33300 Bordeaux**

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :
Mme la Directrice Catherine PELLETIER

Dates et heures impératives	
Questions sur PLACE par le candidat – article 13 du RC	Jusqu'au 24 juillet 2026 soir
Modification du DCE par l'acheteur – articles 2.2 et 13 du RC	Jusqu'au 31 juillet 2026 soir
Remise des offres par le candidat sur PLACE – article 9.1 du RC	Vendredi 07 août 2026 à midi (12h00)

**Marché n°02_2026FO_PrA
Marché à procédure formalisée – Appel d'Offres Ouvert**

SOMMAIRE

TITRE I - ELEMENTS GENERAUX PROPRES AUX ASPECTS CONTRACTUELS.....5

Article 1	Objet et cadre juridique du marché.....	5
1.1	Objet du marché.....	5
1.2	Cadre juridique du marché.....	5
1.3	Parties contractantes.....	6
1.4	Nature du marché.....	6
1.5	Décomposition du marché en lots.....	7
Article 2	Dossier de consultation	7
2.1	Pièces constitutives du dossier de consultation.....	7
2.2	Modification du détail du dossier de consultation par le pouvoir adjudicateur	8
2.3	Présentation des candidatures et des offres	8
Article 3	Echantillons.....	8
3.1	Echantillons obligatoires.....	8
3.2	Modalité de livraison des échantillons obligatoires	8
3.3	Modalité de récupération des échantillons obligatoires	9
Article 4	Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	9
4.1	Variantes.....	9
4.2	Prestations Supplémentaires Eventuelles	9
Article 5	Caractéristiques principales du marché.....	9
5.1	Forme du marché.....	9
5.2	Durée du marché et délai d'exécution	9
5.3	Lieux d'exécution	10

TITRE II – ELEMENTS GENERAUX D'INFORMATION CONCERNANT LA PASSATION DU MARCHE.. 11

Article 6	Consultation.....	11
6.1	Montant estimatif de l'accord-cadre	11
6.2	Désignation de la procédure de passation	11
6.3	Nomenclature CPV.....	11

TITRE III – ELEMENTS GENERAUX CONCERNANT LA FORME ET LES MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OU DES OFFRES..... 12

Article 7	Forme des candidatures	12
7.1	Liberté de la forme des candidatures	12
7.2	Liberté de la forme juridique du groupement	12
7.3	Modification dans la composition du groupement en phase de passation.....	12
Article 8	Présentation des candidatures	13
8.1	Interdictions de soumissionner	13
8.2	Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance	13
8.3	Renseignements ou documents à fournir au titre de la candidature	13
8.3.2	Examen des candidatures	15
8.3.3	Précisions sur la sous-traitance	15
Article 9	Présentation des offres – Pièces obligatoires	16
Article 10	Modalités de transmission des plis.....	17
10.1	Date et heure limite de réception des plis.....	17
10.2	Conditions de transmission des plis.....	17
10.3	Copie de sauvegarde – non obligatoire mais recommandée	17
Article 11	Modalités d'appréciation des candidatures.....	18
Article 12	Critères et modalités d'appréciation des offres	19

Article 13 Examen des offres	20
13.1 Documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion	20
13.2 Négociation	22
13.3 Mise au point	22
TITRE IV : DIVERS.....	23
Article 14 Renseignements complémentaires.....	23
Article 15 Délai de validité des offres	23
Article 16 Voies de recours	23

PREAMBULE AYANT VALEUR REGLEMENTAIRE

Sous réserve des règles d'ordre public dont il ne fait, parfois, que reprendre les termes, le présent règlement de la consultation a pour objet de définir les règles particulières applicables à la passation du présent marché que doivent respecter les candidats pour présenter leur candidature et leur offre.

Le non-respect des prescriptions obligatoires entraînera selon les cas le rejet de la candidature ou de l'offre.

Le présent règlement de la consultation ne dispense pas les candidats de prendre connaissance des réglementations en vigueur, notamment du code de la commande publique pour établir leur candidature et leur offre.

TITRE I - ELEMENTS GENERAUX PROPRES AUX ASPECTS CONTRACTUELS

Article 1 OBJET ET CADRE JURIDIQUE DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de matériels informatiques et prestations associées aux Caisses primaires d'assurance maladie de la région Nouvelle Aquitaine.

Cet accord-cadre donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents entre les organismes parties au marché et le titulaire.

1.2 Cadre juridique du marché

Conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande publique, le présent marché fait l'objet d'un groupement de commande composé de :

➤ **CPAM de Bayonne**

Représentée par Madame Véronique TOULOUSE, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 68 et 72 allées Marine - 64111 BAYONNE Cedex

➤ **CPAM de la Charente**

Représentée par Madame Nathalie ETCHEVERRIA, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : Boulevard de Bury - CS 80000 - 16910 ANGOULEME

➤ **CPAM de la Charente-Maritime**

Représentée par Monsieur David XARDEL, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 55 rue de Suède - CS 70507 - 17014 LA ROCHELLE Cedex 1

➤ **CPAM de la Corrèze**

Représentée par Madame Laura ZANIN, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 6 rue Souham - 19033 TULLE

➤ **CCSS de la Creuse**

Représentée par Monsieur Jean-François GOURDON, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : Rue Marcel Brunet – 23000 GUERET

➤ **CPAM de la Dordogne**

Représentée par Madame Delphine CAMBLANNE, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 50, rue Claude Bernard - 24010 PERIGUEUX cedex

➤ **CPAM de la Gironde**

Représentée par Madame Catherine PELLETIER, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 130 Allée de Boutaut - 33300 BORDEAUX

➤ **CPAM de Haute-Vienne**

Représentée par Monsieur Aymeric SEGUINOT, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 22 avenue Jean-Gagnant - 87037 LIMOGES Cedex

➤ **CPAM des Landes**

Représentée par Monsieur Bruno PONCET, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 207 rue Fontainebleau - 40013 MONT-DE-MARSAN cedex

➤ **UGIC des Landes**

Représentée par Monsieur Bruno PONCET, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 207 rue Fontainebleau - 40013 MONT-DE-MARSAN cedex

➤ **CPAM du Lot-et-Garonne**

Représentée par Monsieur Olivier FILIOL, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 2, rue Diderot - Place Armand Fallières - 47914 AGEN cedex 9

➤ **CPAM de Pau**

Représentée par Madame Véronique TOULOUSE, Directrice, ou son suppléant désigné

Adresse : 26 bis, avenue des Lilas - 64022 PAU cedex 9

➤ **CPAM de la Vienne**

Représentée par Madame Sylvie LANDRIEU, Directrice, ou son suppléant désigné

Adresse : 41 rue du Touffenet - 86043 POITIERS Cedex 9

La **Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde** - représentée par Madame Catherine PELLETIER, sa Directrice - est coordonnateur du groupement, conformément à la convention constitutive du groupement passée entre les organismes précités.

Le coordonnateur a reçu compétence pour gérer la procédure de passation du marché, signer et notifier le marché au nom et pour le compte de tous les membres du groupement.

Chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution de la part de marché qui lui revient et de son paiement.

Chaque organisme listé ci-dessus membre du groupement de commandes est un organisme privé gérant un service public, il s'agit d'organismes de sécurité sociale soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale ainsi qu'au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

1.3 Parties contractantes

Le présent marché est conclu entre :

- D'une part tous les membres du groupement de commandes à savoir :
 - CPAM de Bayonne
 - CPAM de la Charente
 - CPAM de la Charente-Maritime
 - CPAM de la Corrèze
 - CCSS de la Creuse
 - CPAM de la Dordogne
 - CPAM de la Gironde
 - CPAM de Haute Vienne
 - CPAM des Landes
 - UGIC des Landes
 - CPAM du Lot-et-Garonne
 - CPAM de Pau
 - CPAM de la Vienne

représentés par la CPAM de la Gironde en tant que pouvoir adjudicateur coordonnateur, ci-après dénommés individuellement « l'organisme » ou collectivement « les organismes ».

- D'autre part, le candidat, dont l'acte d'engagement aura été approuvé, et dénommé dans le document par le terme « titulaire »

1.4 Nature du marché

Il s'agit d'un marché public de fournitures au sens de l'article L.1111-3 du code de la commande publique, avec des services associés au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

Le marché porte sur l'acquisition :

- de matériels informatiques périphériques et/ou ergonomiques (souris, clavier, disque dur...) ;
- de matériels d'impression de proximité (imprimantes portatives) et leurs consommables ;
- de matériels réseau et connectivité (switch, borne wifi, routeur, câble, hub, adaptateur...) et prestations associées ;

- de matériels d'équipements de salles de réunions (écrans, webcams, haut-parleurs...) et prestations associées.

Ce marché public est conclu selon la technique d'achat de l'accord-cadre. Conformément à l'article R.2162-7 du code de la commande publique, cet accord-cadre donnera lieu à des bons de commandes.

1.5 Décomposition du marché en lots

Le marché est soumis à un allotissement technique.

Le présent marché se décompose en 4 lots conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique :

- Lot 1 : Matériels informatiques périphériques et/ou ergonomiques ;
- Lot 2 : Matériels d'impression de proximité et consommables ;
- Lot 3 : Matériels réseau et connectivité (et prestations associées) ;
- Lot 4 : Matériels d'équipements des salles de réunions (et prestations associées).

Les candidats pourront présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

L'attribution de chaque lot donnera lieu en principe à l'établissement d'un marché distinct, notamment la signature d'un acte d'engagement (AE) engageant respectivement chacun des cocontractants envers le pouvoir adjudicateur.

Article 2 DOSSIER DE CONSULTATION

2.1 Pièces constitutives du dossier de consultation

Les documents de la consultation sont constitués de l'ensemble des documents et informations préparées par le pouvoir adjudicateur pour définir l'objet, les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché.

Le présent dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

01	Le présent règlement de la Consultation (RC)
02	Annexe 1 au RC : Plan de Dématérialisation des procédures des Organismes de Sécurité Sociale (PDOSS)
03	Annexe 2 au RC : Liste des échantillons à fournir obligatoirement au titre de l'offre (Lot 1)
04	Annexe 3 au RC : Récépissé de dépôt des échantillons (Lot 1)
05	Acte d'Engagement (AE) Lot 1
06	Acte d'Engagement (AE) Lot 2
07	Acte d'Engagement (AE) Lot 3
08	Acte d'Engagement (AE) Lot 4
09	Annexe 1 à l'AE Lot 1 : Acte contractuel de confidentialité (ACC) Lot 1
10	Annexe 1 à l'AE Lot 2 : Acte contractuel de confidentialité (ACC) Lot 2
11	Annexe 1 à l'AE Lot 3 : Acte contractuel de confidentialité (ACC) Lot 3
12	Annexe 1 à l'AE Lot 4 : Acte contractuel de confidentialité (ACC) Lot 4
13	Annexe 2 à l'AE Lot 1 : Annexe financière Bordereau des Prix (avec Détail Quantitatif Estimatif) Lot 1
14	Annexe 2 à l'AE Lot 2 : Annexe financière Bordereau des Prix (avec Détail Quantitatif Estimatif) Lot 2
15	Annexe 2 à l'AE Lot 3 : Annexe financière Bordereau des Prix Lot 3
16	Annexe 2 à l'AE Lot 4 : Annexe financière Bordereau des Prix (avec Cas pratique) Lot 4
17	Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux 4 lots
18	Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux 4 lots
19	Annexe 1 au CCTP : Cadre de réponse technique (commun aux 4 lots)
20	Annexe 2 au CCTP : Questionnaire de performance environnementale (commun aux 4 lots)
21	Annexe 3 au CCTP : Livret de sécurité de l'information

Les documents de la consultation sont en accès libre, gratuit, direct et complet.

En application des articles R.2132-2 et R.2132-7 du code de la commande publique, les candidats devront télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité sur le site internet suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la procédure, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation des Entreprises, les candidats devront s'inscrire sur la plateforme. Pour cela, ils doivent renseigner leur nom (raison sociale...), une adresse électronique valide ainsi que le nom d'un correspondant.

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la CPAM de la Gironde, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- ✓ Adobe[®] Acrobat[®] (.pdf)
- ✓ Word (.doc) ; Excel (.xls)
- ✓ Fichiers compressés au format Zip (.zip)

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à la CPAM de la Gironde. Le candidat est donc réputé avoir été informé que la CPAM de la Gironde est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de la CPAM de la Gironde.

2.2 Modification du détail du dossier de consultation par le pouvoir adjudicateur

La CPAM se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, **soit jusqu'au 31/07/2026 au soir**. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.3 Présentation des candidatures et des offres

Conformément à l'article R.2143-16 du code de la commande publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature et d'offre du soumissionnaire rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

Cette obligation porte également sur tous les documents de présentation associés et les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

L'unité monétaire de compte est l'euro.

Article 3 ECHANTILLONS

3.1 Echantillons obligatoires

Les échantillons seront présentés de manière à en préserver l'anonymat dans un conditionnement neutre. Au dépôt des échantillons, un numéro sera attribué à chaque candidat, ce numéro figurera au regard des échantillons avec le numéro et l'intitulé du lot.

Le détail des échantillons est inscrit à l'annexe 2 au Règlement de la consultation (RC) et concerne :

- Lot 1 : Matériels informatiques périphériques et/ou ergonomiques

Ces échantillons seront testés sur leur qualité et leur adéquation avec les besoins de la CPAM de la Gironde.

3.2 Modalité de livraison des échantillons obligatoires

Les échantillons inscrits à l'annexe 2 au RC, doivent être reçus au plus tard le jour de la date de remise des offres, **soit le 07 août 2026 avant 12h00 (midi)** à la CPAM de la Gironde, à l'adresse suivante :

A l'attention du Service Achats et Marchés (porte 1214)
CPAM de la Gironde
Place de l'Europe
33085 Bordeaux Cedex

Lors du dépôt, un récépissé est remis au soumissionnaire, précisant la date et l'heure du dépôt effectif. Cette pièce doit être signée par l'Organisme (Pôle régional des achats ou Services généraux) et le soumissionnaire.

Ces échantillons devront être fournis gracieusement par le soumissionnaire (fourniture et frais d'envoi à sa charge). Ils doivent être adressés au Service Achats et Marchés

Le candidat devra **indiquer sur le carton des échantillons, le nom de la société, la référence du marché : 02_2026FO_PrA ainsi que le lot concerné (Lot 1).**

Les échantillons devront impérativement être accompagnés de leur description (fiche technique, etc.).
L'absence d'échantillon vaudra rejet de l'offre du soumissionnaire.

3.3 Modalité de récupération des échantillons obligatoires

Les échantillons seront à récupérer par les soumissionnaires, dont l'offre n'a pas été retenue, dans un délai de deux semaines au plus tard après notification de rejet de leur offre, sans que cela ne conduise à facturer les prestations de retrait à l'Organisme.

Le retrait doit se faire par prise de rendez vous

Article 4 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Les offres de prix figurant à l'acte d'engagement (AE) doivent obligatoirement respecter les prescriptions en matière de solution de base, de variante et de Prestation Supplémentaire Eventuelle.

4.1 Variantes

Conformément aux articles R.2151-8 et R.2151-9 du code de la commande publique, les variantes ne sont pas autorisées.

4.2 Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le présent marché ne fait pas l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.

Article 5 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

5.1 Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures et services associés, donnant lieu à l'émission de bons de commandes par chaque membre du groupement de commandes.

5.2 Durée du marché et délai d'exécution

Le présent accord-cadre est conclu pour une période ferme d'un (1) an, **à compter de la date indiquée sur la notification.**

Il peut être reconduit trois (3) fois par reconduction tacite pour une durée d'un (1) an à chaque fois. La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction du marché, les parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

En cas de non reconduction, la décision sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au Titulaire par lettre recommandée électronique avec accusé de réception, deux (2) mois avant l'expiration de la période considérée.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 22 du CCAP.

5.3 Lieux d'exécution

Les fournitures, objets du présent marché, devront être livrées (voire les services associés devront être réalisés) sur les sites suivants :

- CPAM de Bayonne - 68 et 72 allées Marine - 64111 BAYONNE Cedex
- CPAM de la Charente - Boulevard de Bury - CS 80000 - 16910 ANGOULEME
- CPAM de la Charente-Maritime - 55 rue de Suède - CS 70507 - 17014 LA ROCHELLE Cedex 1
- CPAM de la Corrèze - 6 rue Souham - 19033 TULLE
- CCSS de la Creuse - Rue Marcel Brunet – 23000 GUERET
- CPAM de la Dordogne - 50, rue Claude Bernard - 24010 PERIGUEUX cedex
- CPAM de la Gironde - 130 Allée de Boutaut - 33300 BORDEAUX
- CPAM de Haute Vienne - 22 avenue Jean-Gagnant - 87037 LIMOGES Cedex
- CPAM des Landes - 207 rue Fontainebleau - 40013 MONT-DE-MARSAN cedex
- UGIC des Landes - 207 rue Fontainebleau - 40013 MONT-DE-MARSAN cedex
- CPAM du Lot-et-Garonne - 2, rue Diderot - Place Armand Fallières - 47914 AGEN cedex 9
- CPAM de Pau - 26 bis, avenue des Lilas - 64022 PAU cedex 9
- CPAM de la Vienne - 41 rue du Touffenet - 86043 POITIERS Cedex 9

Pour rappel, tout bon de commande émis par les membres du groupement de commande précisera le lieu de livraison, qui pourra diverger du siège de l'organisme concerné.

TITRE II – ELEMENTS GENERAUX D'INFORMATION CONCERNANT LA PASSATION DU MARCHE

Article 6 CONSULTATION

6.1 Montant estimatif de l'accord-cadre

Le montant estimatif annuel du :

- Lot 1 est d'environ 160 000 € HT ;
- Lot 2 est d'environ 25 000 € HT ;
- Lot 3 est d'environ 35 000 € HT ;
- Lot 4 est d'environ 50 000 € HT.

Le présent marché est passé sans montant minimum et avec un montant maximum :

- Montant maximum : 1 200 000 € HT.

Ce montant maximum global est détaillé ainsi par lot (sur toute la durée du marché, reconductions incluses) :

- o Lot 1 : 700 000 € HT
- o Lot 2 : 130 000 € HT
- o Lot 3 : 150 000 € HT
- o Lot 4 : 220 000 € HT

6.2 Désignation de la procédure de passation

La présente consultation est passée selon la procédure formalisée avec appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-1 et R.2124-2 du code de la commande publique, et de l'article L.2124-1 et 2 de code de la commande publique, et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés passés par les Organismes de Sécurité sociale.

6.3 Nomenclature CPV

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

	Catégorie	Désignation
Objet principal	30237300-2	Fournitures informatiques
Objet supplémentaire	3023000-0	Matériel informatique
Objet supplémentaire	30236000-2	Matériels informatique divers
Objet supplémentaire	324220007-7	Composants de réseau
Objet supplémentaire	51611100-9	Services d'installation de matériel informatique

TITRE III – ELEMENTS GENERAUX CONCERNANT LA FORME ET LES MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OU DES OFFRES

Article 7 FORME DES CANDIDATURES

7.1 Liberté de la forme des candidatures

Les opérateurs économiques peuvent librement candidater au présent marché sous la forme de leur choix pourvu que, sous cette forme, ils ne soient pas frappés d'un vice rédhibitoire leur interdisant de soumissionner, qu'ils puissent présenter les documents ayant un caractère obligatoire et qu'ils remplissent les conditions de recevabilité en termes de capacités professionnelles, techniques et financières requises par le présent marché.

Ainsi, sous cette réserve, sont admises également les candidatures individuelles, de personnes physiques ou morales, et les candidatures groupées au sens de l'article R.2142-19 du code de la commande publique que ce groupement soit composé de personnes physiques, de personnes morales ou des deux catégories qui précèdent.

Toutefois, un même opérateur économique, quel que soit son statut, ne pourra candidater pour un même lot ou marché à la fois en tant que candidat individuel et dans le cadre d'un groupement dont il serait membre.

Le non-respect de ces prescriptions entraînera le rejet de la totalité des candidatures concernées par cette situation.

7.2 Liberté de la forme juridique du groupement

En cas de groupement, sa forme juridique est au libre choix du groupement :

- soit conjoint (lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter la (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans le marché) ;
- soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé pour la totalité du marché).

Cependant, conformément à l'article R.2142-24 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur impose qu'**en cas de groupement conjoint, le mandataire soit solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement.**

Conformément à l'article R.2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux soumissionnaires de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

De plus, conformément à l'article R.2142-23 du code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents administratifs exigés à l'article 7 du présent Règlement de consultation sous peine de l'élimination de l'ensemble du groupement.

7.3 Modification dans la composition du groupement en phase de passation

Enfin, il est précisé que sans préjudice de l'article L.2141-13 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des offres et la date de signature du marché public.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur

cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation du présent règlement de la consultation.

Article 8 PRESENTATION DES CANDIDATURES

Conformément à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique **le candidat produit à l'appui de sa candidature** :

1. Une **déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner** mentionnés aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique (cf articles 8.1 + 8.2 infra).
2. Les **renseignements demandés par l'acheteur** aux fins de vérification (cf article 8.3 infra) :
 - De l'aptitude à exercer l'activité professionnelle du candidat,
 - De la capacité économique et financière du candidat,
 - Des capacités techniques et professionnelles du candidat.

8.1 Interdictions de soumissionner

Conformément aux dispositions des articles L.2141-1 à L.2141-6 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner. Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'acheteur. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

8.2 Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion **dans un délai de dix jours** à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure. Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présent au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, **dans un délai de dix jours** à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

8.3 Renseignements ou documents à fournir au titre de la candidature

Conformément aux articles R.2143-11 et R.2143-12 du code de la commande publique, les candidats au marché, quelle que soit la forme de la candidature, individuelle ou groupée, peuvent demander à ce que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature du lien juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui.

Ce dispositif vise notamment, mais non exclusivement, les sous-traitants dont souhaiterait se prévaloir un candidat.

Toutefois, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Dans ce cadre, il devra préciser le lien juridique qui l'unit à cet opérateur avec lequel le pouvoir adjudicateur n'aura aucun lien contractuel.

8.3.1 Condition de participation (candidature)

Les opérateurs économiques peuvent déposer leur candidature soit sous la forme d'un DUME (Document Unique de Marché Européen) soit de façon standard (dématérialisée).

8.3.1.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME en renseignant :

- **Uniquement** la partie IV – α « indication globale pour tous les critères de sélection »
- la partie IV - B 1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des **3** derniers exercices,
- la partie IV - B 1a) : chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité des **3** derniers exercices,
- la partie IV - C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les **5** dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 5 ans,
- la partie IV - C8) : les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres **pendant les 3 dernières années**.

8.3.1.2 Dépôt d'une candidature classique hors Document Unique de Marché Européen (DUME)

Les candidats doivent transmettre les documents et renseignements juridiques suivants :	
1.	Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) ou équivalent, dument rempli, et daté . <i>Nota Bene :</i> <i>Dans le cas d'un groupement d'entreprises, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du Groupement et indiquera la nature conjointe ou solidaire du groupement.</i> <i>De plus, en cas d'attribution du marché public à un groupement d'opérateurs économiques, un document d'habilitation devra être signé par chaque membre du groupement lors de la phase d'attribution.</i>
2.	Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) ou équivalent, dument rempli, et daté.
3.	Copie du jugement prononcé si le candidat est en redressement judiciaire.
4.	Pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat.
5.	Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique

Les candidats transmettent les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs capacités :	
➤ Capacités économiques et financières (article 2 de l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics) :	
1.	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
2.	Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des prestations. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
3.	Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
➤ Capacités techniques et professionnelles (article 3 de l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics) :	
1.	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
2.	Une présentation d'une liste des principales prestations effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;

3.	Une indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestations de services que celle du marché public ;
4.	Les certificats de qualifications professionnelles (certificat attribué par un organisme certificateur ou attestant de l'existence d'un manuel de qualité et de procédures, Norme de la série NF-EN-ISO 9001, 9002, 9003, Qualibat, Qualifelec...) ou preuve de la capacité du candidat par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de services attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles. Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis/SIREN, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.

8.3.1.3 Transmission des justificatifs et moyens de preuve concernant l'aptitude et les capacités du candidat (conditions de participation)

Les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis lors de la transmission de l'acte de candidature.

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article R.2143-14 du code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il devra, en revanche, fournir à nouveau les documents non valides à la date limite de réception des offres de la présente consultation.

8.3.2 Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément. Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché sont éliminées.

8.3.3 Précisions sur la sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique et les articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique, ainsi que par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Néanmoins, au regard de l'article L.2193-3 alinéa 1 du code de la commande publique, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 (téléchargeable à partir du lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

L'acceptation des sous-traitants est conditionnée à la production des pièces citées au stade de la candidature.

8.3.3.1 Candidature sous forme de DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

8.3.3.2 Candidature hors DUME

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj>

Article 9 PRESENTATION DES OFFRES – PIECES OBLIGATOIRES

L'offre du soumissionnaire comportera obligatoirement les pièces suivantes selon le lot ou les lots auxquels le soumissionnaire remet une offre, auquel cas son offre sera automatiquement rejetée pour offre irrégulière :

- ☐ Un Acte d'Engagement (AE), intégralement complété, daté et dûment signé en original, pour le ou les lots soumissionné(s) ;
N.B : L'acte d'engagement devra être signé par le représentant légal de l'opérateur économique, ou tout représentant désigné par lui. **À défaut, le candidat s'expose à voir l'intégralité de son offre rejetée comme irrégulière (pour l'offre initiale et ses variantes éventuelles) ;**
- ☐ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), paraphé sur chaque page, ainsi que paraphé et signé en dernière page ;
- ☐ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot, paraphé sur chaque page, ainsi que paraphé et signé en dernière page ;
- ☐ L'annexe n°1 à l'AE du lot concerné : Acte Contractuel de Confidentialité (ACC) – dûment complété et signé pour chaque lot ;
- ☐ L'annexe n°2 à l'AE du lot concerné : Annexe financière du (ou des) lot(s) soumissionné(s) :
 - Bordereau des Prix (BP) dûment complété et signé pour le lot soumissionné (lots 1 à 4) ;
 - Détail Quantitatif Estimatif (DQE) dûment complété pour le lot soumissionné (lots 1 et 2) ;
 - Cas pratique dûment complété pour le lot soumissionné (lot 4).
- ☐ Cadre de Réponse Technique (CRT) complété (commun à tous les lots),
 - accompagné du questionnaire de performance environnementale (commun à tous les lots) complété et signé,
 - ainsi que toutes les pièces annexes (certificats, labels...).
- ☐ La preuve de dépôt des échantillons obligatoires (Lot 1) dans les délais : copie du récépissé rempli, daté et signé.

Pour élaborer son cadre de réponse technique, le candidat devra impérativement utiliser le cadre de réponse technique (commun à tous les lots) mis à disposition dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

De plus, il est précisé que le cadre de réponse technique prévaut sur toute autre éventuelle documentation technique (autres annexes, mémoire technique complémentaire...) présentée en dehors du cadre de réponse technique, ou une mention de renvoi vers une autre documentation fournie.

NB : Le cadre de réponse technique fourni avec le DCE devra obligatoirement être renseigné pour chacun des points qui y sont énoncés (architecture détaillée des points à développer + réponses aux questions complémentaires + fourniture des annexes : questionnaire de performance environnementale, certificats, labels...) sinon l'offre sera rejetée pour offre irrégulière.

Tous ces documents deviendront contractuels au titre de l'offre du candidat dès la notification du marché (hormis les DQE et le cas pratique, qui doivent être remis avec l'offre mais ne seront pas opposables par la suite).

Article 10 MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

10.1 Date et heure limite de réception des plis

Les plis devront être transmis avant le **vendredi 07 août 2026 (07/08/2026) à 12h00 (midi).**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces dates et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Toutefois, il est rappelé aux candidats que l'enregistrement de leur candidature et de leur offre ne saurait préjudicier du fait que ces candidatures et offres remises hors délai seront frappées de forclusion et donc irrecevables.

10.2 Conditions de transmission des plis

Conformément aux dispositions de l'article L. 2132-2 du code de la commande publique **les plis des candidats devront impérativement être transmis par voie électronique** sur le profil acheteur de la CPAM de la Gironde (au sens de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs) à l'adresse suivante <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>

Le Plan de Dématérialisation des procédures des Organismes de Sécurité Sociale (PDOSS) en annexe n°1 du présent règlement de la consultation détaille l'ensemble des informations nécessaires relatives au dépôt de l'offre électronique sur la plateforme.

10.3 Copie de sauvegarde – non obligatoire mais recommandée

Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier ou support physique électronique (clé USB) dans le même délai que le pli électronique dématérialisé.

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et/ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur
- lorsqu'une candidature ou une offre dématérialisée est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur de façon incomplète ou sans pouvoir être ouverte, sous réserve de la transmission ait commencé avant l'heure limite de remise des plis figurant en page de garde.

La copie de sauvegarde comporte toutes les pièces de la candidature et de l'offre. Elle est placée sous enveloppe cachetée (ou tout autre emballage adaptée et scellée).

Le pli fermé doit porter la mention :

**« Ne pas ouvrir
Copie de sauvegarde pour l'appel d'offre ouvert, relatif à la
Fourniture de matériels informatiques et services associés pour les CPAM de la Nouvelle Aquitaine
AOO n°02_2026FO_PrA »**

En cas de copie de sauvegarde, elle doit-être envoyée à l'adresse indiquée ci-dessous :

Madame la Directrice de la CPAM de la Gironde
Direction de la Stratégie et des Moyens
A l'attention du Service des Achats et des Marchés - Etage 12 – Portes 1213 - 1214
Place de l'Europe - 33 085 Bordeaux Cedex

Horaire d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h00 à 15h30 (hors jours fériés)

Le pli devra être :

- soit déposé par porteur, contre récépissé, à l'adresse ci-dessus ;
- soit par voie postale à l'adresse ci-dessus par pli recommandé avec accusé de réception ou tout mode d'acheminement permettant de certifier la date de réception.

Article 11 MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES

a- Les candidats frappés d'une interdiction de soumissionner au sens des articles L.2141-1 à L.2141-6 (interdictions de soumissionner obligatoire) du code de la commande publique seront exclus de la poursuite de la procédure de passation. Ceux se trouvant en redressement judiciaire pour une durée plus courte que la durée d'exécution du marché ou ne couvrant pas la période d'exécution du marché de travaux considéré seront exclus.

b- Conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

c- Les candidatures seront appréciées et examinées ensuite au regard des niveaux minimaux de capacités professionnelles, techniques et financières liés et proportionnés à l'objet du marché qui auront été fixés par l'acheteur au regard des documents exigés des candidats à ce titre et remis par eux. Les candidatures qui ne satisfont pas à ces niveaux de capacité minimaux sont éliminées.

Pour les lots 1 à 4, les niveaux minimaux de capacités fixés par le pouvoir adjudicateur sont, pour rappel, les suivants :

- Capacités professionnelles : pas de niveau minimal requis ;
- Capacités techniques : pas de niveau minimal requis ;
- Capacités financières : pas de niveau minimal requis.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés, le marché sera résilié aux torts de son Titulaire.

Article 12 CRITERES ET MODALITES D'APPRECIATION DES OFFRES

Les offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée, c'est-à-dire l'offre économiquement la plus avantageuse, est retenue sous réserve des droits de préférences éventuellement applicables conformément aux dispositions de l'article R.2152-6 du code de la commande publique.

Dans tous les cas, ces décisions sont prises par l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur en se fondant sur les critères de jugement énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critères (identiques pour chaque lot, sauf échantillons)	Pondération (total = 100)
Critère n°1 : Critère prix apprécié au regard de l'annexe financière Bordereau des Prix (BP) et Détail Quantitatif Estimatif (DQE) / Cas pratique du lot analysé et renseigné par les soumissionnaires	70 points
Critère n° 2 : Critère technique – Evaluation de la capacité à réaliser une prestation de qualité, appréciée au regard des réponses apportées aux sous-critères, dans le cadre de réponse technique + analyse des échantillons pour le lot 1	30 points

Critère n° 1 : Critère prix apprécié au regard du Bordereau des Prix (BP) et du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) / Cas pratique du lot analysé et renseigné par les soumissionnaires..... 70 points

Critère n° 2 : Critère technique – Evaluation de la capacité à réaliser une prestation de qualité, appréciée au regard des réponses apportées aux sous-critères précisés ci-dessous, dans le cadre de réponse technique..... 30 points

- Sous-critère n°1 : Organisation et processus d'exécution de la prestation dans le respect des contraintes du CCTP (apprécié au regard du cadre de réponse technique) 10 points :
 - Compréhension du besoin ;
 - Performances techniques des fournitures/matériels proposés ;
 - Variété des certifications constructeurs : richesse de l'offre, profondeur des gammes proposées en neuf (Bordereau des Prix et catalogue) ;
 - Modalités détaillées d'exécution des prestations (livraison de la fourniture et/ou exécution du service) du lot concerné ;
 - Présentation des moyens humains dédiés à la prestation (ETP à disposition, ancienneté, formation, niveau, certifications, habilitations) ;
 - Présentation des moyens matériels dédiés à la prestation (modalités de livraison, outil de suivi des commandes et livraisons...) ;
 - Echantillons (lot 1) ;
 - Présentation de tout autre moyen permettant de respecter les contraintes imposées dans les CCTP sur cette thématique.
- Sous-critère n°2 : Sécurisation, garantie et plan de continuité des prestations (apprécié au regard du cadre de réponse technique) 05 points :
 - Respect des délais de livraison ;
 - Mise en place d'un service minimum et/ou d'un Plan de continuité d'activité ;

- Outils et/ou moyens de suivi (applicatif) des fournitures ;
 - Préconisations en cas de problématique rencontrée et capacité à faire un état détaillé de la difficulté rencontrée et de la solution mise en œuvre ;
 - Moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité du personnel et des biens ;
 - Présentation de tout autre moyen permettant de respecter les contraintes imposées dans les CCTP sur cette thématique.
- Sous critère n°3 : Qualité du pilotage et de la performance du processus permettant l'exécution des prestations (apprécié au regard du cadre de réponse technique) 05 points :
- Moyens mis en œuvre pour piloter les activités nécessaires à l'exécution des prestations (suivi attentionné de la qualité de la prestation, évaluation/audit interne, adaptation réactive aux changements, délai de réaction à une sollicitation du client...) ;
 - Actions de commercialisation, de communication et de suivi du marché ;
 - Capacité à proposer des offres promotionnelles ;
 - Moyens mis en œuvre pour maintenir et améliorer la performance dans l'exécution des prestations du marché (suivi interne de la qualité de la prestation, contact dédié au client, disponibilité, plan d'actions, réunion bilan annuel avec le client, qualité de la relation avec le client...) ;
 - Présentation de tout autre moyen permettant de respecter les contraintes imposées dans les CCTP sur cette thématique.
- Sous critère n°4 : Responsabilité de l'entreprise dans l'exécution des prestations au regard de la performance environnementale (apprécié au regard du cadre de réponse technique) 10 points :
- Qualité des processus et méthodes de reconditionnement ;
 - Richesse de l'offre et profondeur des gammes de matériels proposés en reconditionné grade A et/ou matériels fabriqués à partir de matériaux bio-sourcés... (Bordereau des Prix et catalogue) : concernant le matériel reconditionné en grade A et/ou bio-sourcé, le candidat est invité à remplir les lignes du Bordereau des Prix qu'il souhaite. Le taux de remplissage de cette catégorie est valorisé dans l'analyse des offres.
 - Mesures de performance environnementale appliquées aux modalités d'exécution des prestations du marché (les mesures de politique générale de l'entreprise en matière de RSE ne seront pas prises en compte dans l'appréciation de ce sous-critère) (exemple : qualité des matériels reconditionnés/bio-sourcés, empreinte carbone pour la livraison...)
 - Présentation de tout autre moyen permettant de respecter les contraintes imposées dans les CCTP sur cette thématique (exemple : reprise D3E sans surcoût...)
 - Questionnaire de performance environnementale.
Les documents relatifs au développement durable (certificats, indice de réparabilité, bilan carbone) seront pris en compte dans l'évaluation des offres.

Article 13 EXAMEN DES OFFRES

En application des articles R.2185-1 et R.2185-2 du code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Il est procédé à l'examen des offres de tous les candidats dont l'offre est parvenue dans les délais.

Si le candidat n'a pas fourni de Cadre de Réponse Technique (CRT) complété et ses annexes, ainsi qu'un Bordereau de Prix (BP) et un Détail Quantitatif Estimatif (DQE) / Cas pratique complété pour le lot soumissionné, ainsi que la preuve de dépôt des échantillons (Lot 1), l'offre sera rejetée pour offre irrégulière, sans que l'offre irrégulière soit analysée.

13.1 Documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion

Dans tous les cas, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir ces justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système

électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Conformément à l'article R.2144-4 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que si celui-ci produit les documents de preuves de l'absence de motifs d'exclusion listés ci-dessous **dans un délai de 10 jours francs** à compter de la demande notifiée par le pouvoir adjudicateur :

- Une **déclaration sur l'honneur** qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4 du code de la commande publique.
- Les **certificats délivrés par les administrations et organismes compétents** dont la liste est fixée par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique à savoir :
 - l'attestation de régularité fiscale (accessible depuis le site <http://www.impots.gouv.fr>) (**datant de moins de six (6) mois**) ;
 - le certificat social (accessible sur le site <https://mon.urssaf.fr>) (**datant de moins de six (6) mois**) ;
 - certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-5 du code du travail.
- la **liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D.8254-2, D.8254-3, D.8254-4, D.8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.
- **lorsque l'immatriculation du candidat au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée**, le candidat doit fournir l'un des documents mentionnés à l'article D.8222-5 du Code du travail :
 - a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) (**datant de moins de trois (3) mois**), ou
 - b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou
 - c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, ou
 - d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.
- Une **attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle** garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution de la prestation objet du marché. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises (**datant de moins de six (6) mois**).

Le candidat établi dans un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France. Si le pays ne peut fournir ces certificats, le candidat étranger produira une déclaration sous serment ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou autorité administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays

Si l'attributaire provisoire est dans l'impossibilité de présenter ces documents ou s'il ne les a pas présentés dans le délai imparti, son offre est rejetée et la candidature éliminée.

En ce cas le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents.

13.2 Négociation

Au regard de la procédure utilisée, aucune négociation n'aura lieu.

13.3 Mise au point

Conformément à l'article R.2152-13 du code de la commande publique, il peut être demandé au soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

TITRE IV : DIVERS

Article 14 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Dès la consultation du dossier et avant remise de l'offre, le candidat prendra soin de signaler par écrit au coordonnateur, toute anomalie ou insuffisance constatée sur l'ensemble des documents du marché. En aucun cas, il pourra arguer des imprécisions, erreurs ou omissions figurant dans les pièces du présent marché, pour justifier une demande de supplément.
- Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme suivante : <https://www.marche-publics.gouv.fr> jusqu'au 24 juillet 2026.

Les renseignements complémentaires sont envoyés aux candidats qui les demandent en temps utile au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres (**soit jusqu'au 31 juillet 2026 au soir**).

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise le sera aussi auprès des autres candidats.

Article 15 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

Pendant toute cette période, l'opérateur économique ne pourra se soustraire à ses engagements, l'acte d'engagement constituant une promesse unilatérale de contrat à laquelle la signature par le pouvoir adjudicateur donne force de contrat et dont la notification rend l'acte exécutoire et opposable à l'opérateur cocontractant.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pu attribuer le marché public au terme de ce délai, il se réserve la possibilité de demander à chaque candidat une prolongation du délai de validité de son offre.

Au-delà du délai de validité, les opérateurs économiques seront libérés de leur engagement.

Article 16 VOIES DE RECOURS

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal Judiciaire de Bordeaux
30 rue des Frères Bonie
CS 11403
33 077 Bordeaux
Tél : 05 47 33 90 00

Les candidats disposent de la possibilité d'introduire un référé précontractuel et un référé contractuel à l'encontre de la présente procédure dans les conditions prévues à l'article 1441-1 et suivants du Code de procédure civile.

* * *